

Tribune socialiste

N° 327 / 11 MAI 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



La riposte

Jean Poperen

Duel sur Duverger

Manuel Bridier
Maurice Combes

Un roi franco - U.S.

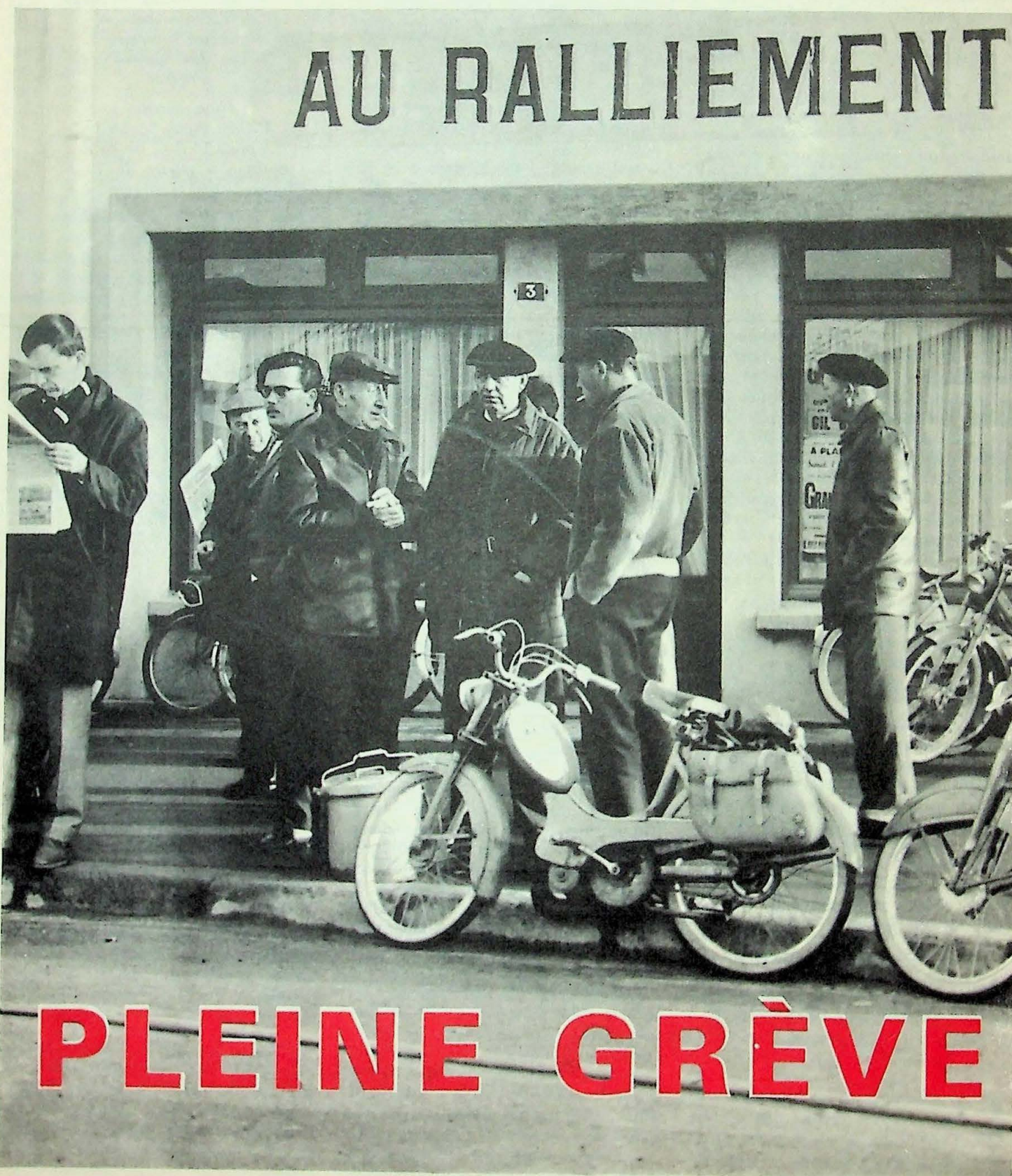
Jacques Jouannet

V^e Congrès : Tribunes libres

Action pour le Vietnam

Pierre Naville

AU RALLIEMENT



PLEINE GRÈVE

Pour son numéro 327, T.S. avait prévu un ensemble sur les problèmes sociaux et économiques en cours de débat au Parlement. Le choix du gouvernement de demander des « pouvoirs spéciaux » en la matière nous conduit à différer notre projet, ne serait-ce que parce que nous ne sommes plus en mesure de discuter des intentions officielles que nul ne connaît... Mais ce n'est que partie remise.

La semaine

La Grande-Bretagne vient de faire savoir qu'elle désire s'associer aux pays du Marché commun. Cette demande d'adhésion ne manquera pas d'être évoquée lors de la prochaine conférence à Rome des dirigeants des Six Pays ; conférence qui permettra de faire le point de dix années de Marché commun et de confirmer ou non l'intention de poursuivre l'intégration européenne, etc. Bref, les problèmes européens reprennent la une de l'actualité.

Or, c'est le moment choisi par M. Waldeck Rochet pour exposer avec beaucoup de netteté la position du P.C.F. face à ces questions, au lendemain, rappelons-le, du « sommet » communiste de Karlo-Vivary. C'est dire assez que les arguments avancés par le leader du P.C.F. résumant le point de vue général des dirigeants communistes européens. Encore qu'il ne faille pas sous-estimer certaines divergences dont l'absence à Karlo-Vivary des Roumains et des Yougoslaves témoigne visiblement. Tous les observateurs n'ont pu à partir de là que constater ce que chacun savait déjà, à savoir que communistes et gauche non communiste ne partagent pas les mêmes analyses en ce qui concerne les problèmes de politique étrangère et plus particulièrement ceux de l'Europe.

Il ne nous appartient pas, ici, d'aborder le fond de chacune des thèses soutenues ; du moins convient-il de souligner sans passion que la gauche est loin d'être unie sur ce point. C'est là presque un truisme qui va sans conteste dominer la prochaine décennie politique.

Peut-être devons-nous nous demander si, à l'heure de l'offensive américaine, si, à l'heure où cette offensive redouble de vigueur, il n'existe pas une voie plus originale qui passe entre le refus communiste de l'horizon européen et une conception par trop restrictive et par trop capitaliste de l'Europe ? Cette question est capitale. Il importera d'y revenir plus longuement. □

Les enseignants manifestent

Le 11 mai 1967, à Paris, la cour de la Sorbonne puis la Mutualité se remplissent de milliers d'enseignants qui manifestent pour le « recrutement massif de maîtres qualifiés ». Dans toute la France se déroulent de semblables manifestations à l'appel du S.N.E.S. (classique, moderne, technique), des professeurs de l'École Normale, du S.N.E. Sup et des syndicats de l'Éducation physique. Le nouveau ministre Peyrefitte voit ainsi s'organiser contre une des conséquences du plan Fouchet la plus vaste opposition que l'on ait connue jusqu'à présent : jusqu'ici, en effet, seuls avaient réagi — par l'action et pas seulement par la parole — les étudiants et les maîtres de l'enseignement supérieur.

Sans doute les instituteurs seront-ils encore absents, mais le mécontentement grandit dans leurs rangs, particulièrement chez les jeunes, devant les difficultés de promotion dues à l'absence de formation universitaire normale et à la limitation de l'accueil et du rôle des I.P.E.S. (où de nombreux normaliens peuvent poursuivre des études supérieures). De plus, avec la suppression des propédeutiques et la spécialisation obligatoire dès la première année de faculté, les centres de formation de professeurs de C.E.G. explosent : la polyvalence de leur formation les oblige à absorber les lourds programmes de plusieurs spécialités, risquant d'en faire des sous-étudiants, donc des sous-enseignants (moins payés...) parce qu'ils ne pourront obtenir cette licence qu'on leur a fait espérer pour les attirer.

Ainsi, le temps n'est plus où chaque type d'enseignement pouvait mener une action différenciée. Recrutement et qualification des maîtres deviennent des revendications collectives des enseignants que seule leur action collective pourra faire aboutir.

Le 17 mai, tous les travailleurs seront unis contre la politique économique et sociale du gouvernement. Quand les enseignants le seront-ils contre sa politique d'enseignement, autour de revendications communes, cohérentes et décisives ? Les manifestations du 11 mai montrent que ce jour approche, et les militants du P.S.U. feront tout pour que cet espoir ne soit pas déçu. □

Cadres S.N.C.F. gains C.G.T.

Les élections professionnelles qui ont eu lieu récemment à la S.N.C.F. marquent peu de changements dans l'influence respective des différents syndicats.

La C.G.T. demeure nettement l'organisation majoritaire avec 61,66 % des suffrages exprimés (67,11 % dans le personnel d'exécution). Elle progresse même légèrement, en particulier chez les cadres (22,4 %). Dans le collège cadres et maîtrise (échelles 10 à 14), elle passe de 22,51 % des suffrages en 1965 à 26,89 % en 1967, au détriment de la puissante Fédération Autonome des Cadres (45,28 % dans cette catégorie). Cependant, la Fédération Autonome est toujours majoritaire dans le 3^e collège (échelles 15 à 19) où la C.G.C. est en régression.

La C.F.D.T. a remarquablement résisté à l'offensive de la « C.F.T.C. maintenue » qui a d'ailleurs eu du mal à constituer des listes. Avec 19,57 % des suffrages, la C.F.D.T. maintient ses positions dans le personnel d'exécution et ne recule légèrement que dans les cadres.

F.O. est en recul dans les premier et deuxième collèges (8,05 % des suffrages).

Quant à la C.F.T.C.-Sauty, avec 2,39 % des voix, elle est à peine plus représentative que la F.G.A.A.C., la Fédération Autonome des Agents de Conduite de tendance corporatiste. □

S.N.E.S. (suite)

Nous avons reçu de M. Roz la lettre suivante. Nous la publions, convaincus que c'est là la plus élémentaire démocratie, tout comme est normal et habituel le fait d'avoir transmis à l'auteur d'un premier article les lettres que ce dernier a pu motiver.

" J'ai l'honneur de vous faire part du vif mécontentement que j'ai éprouvé à la lecture de l'article de Petite intitulé « Dialogue autour du S.N.E.S. » cf. T.S. n° 324.

Je voudrais savoir si le P.S.U. a une doctrine concernant l'avenir du S.N.E.S. et si le camarade Petite est chargé de l'exprimer. Dans l'affirmative, je comprendrais qu'un membre de la C.A. du S.N.E.S. s'attribue le droit de jouer les maîtres à penser, contrairement aux habitudes que les syndicalistes ont de s'exprimer par eux-mêmes, ou, de choisir leur porte-parole.

Dans l'affirmative, je comprendrais que les articles envoyés par Dupont et par moi-même, tous deux membres de la Commission administrative, aient subi ce traitement curieux qui consiste à les découper, à les rogner, à les agrémenter d'un commentaire que je me permets de juger parfaitement superflu et partial.

J'avais gardé le souvenir de débats fort corrects ouverts les années précédentes sur le thème du syndicalisme enseignant. L'article que j'avais envoyé répondait point par point à celui de Petite ; il n'était donc ni plus ni moins « électoraliste » que le sien.

Dans ces conditions, il me paraît hautement souhaitable que les points

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

de vue énoncés par Dupont et par moi-même puissent être exprimés sans coupure et sans commentaire, selon la conception que beaucoup se font de l'expression démocratique des opinions.

Je ne puis donc que rappeler le souhait formulé lors de l'envoi de l'article : voir exprimer intégralement le point de vue des militants autonomes du S.N.E.S. selon le procédé même utilisé par Petite pour exprimer le point de vue des militants Unité et Action. □

En Bref

● L'A.D.E.L.S. organise un stage du 27 mai au 1^{er} juin consacré à « L'urbanisme et les activités économiques ». Les séances se tiendront au Centre d'Éducation populaire de Monty-Condé (Seine-et-Marne).

Pour tous renseignements, s'adresser à l'A.D.E.L.S., 94, rue N.-D.-des-Champs, Paris. Tél. : DAN. 93-49.

● Le numéro 75 de *Correspondance Municipale* est consacré aux « Problèmes fonciers ». Prix : 5 F. Commandes à T.S., 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e.

● Rappelons que le 7 mai, à Montpellier, le P.S.U. a organisé une rencontre régionale sur « La gauche nouvelle face aux problèmes du Languedoc-Roussillon ». Nous rendrons compte prochainement de ces assises.

Éditorial

La riposte

Jean Poperen

Les événements vont vite. Deux mois après les élections le débat passe dans la rue.

L'action politique ne se détaille pas : les conséquences des succès électoraux ne sont pas simplement parlementaires dès lors que les élections sont conçues comme un élément d'une stratégie d'ensemble. Puisqu'il ne paraît plus impossible que la gauche parvienne à définir et à appliquer une politique commune, les diverses formes d'action, électorale et syndicale, parlementaire et populaire, s'épaulent mutuellement et se fondent en un mouvement général contre le régime.

L'action des masses est, à coup sûr, l'essentiel, mais elle ne se décrète pas : elle naît des conditions qu'on a précédemment créées. Aujourd'hui cette action est possible parce qu'il existe une situation politique nouvelle. Qu'on se souvienne de ce que fut la journée du 17 mai 66 ! Qu'on imagine ce que sera, ce qu'est déjà, dans son dispositif préparatoire, la journée du 17 mai 1967 !

Mais entre temps l'échec électoral du gaullisme, la réalisation des accords électoraux de la gauche et leur ratification par le peuple ont réduit la marge de manœuvre du pouvoir, rallié des forces nouvelles à l'opposition de gauche et accéléré ainsi la modification du rapport des forces entre les travailleurs et le pouvoir, la modification aussi du climat politique, de la psychologie collective.

Depuis dix-huit mois les positions politiques du gaullisme se sont rapidement dégradées : aujourd'hui il apparaît que, poussé dans la nasse, tout geste conçu pour l'en dégager l'y enfonce plus encore : pour échapper aux périls parlementaires, de Gaulle a sorti l'article 38 et l'article 38 a fouetté l'opposition populaire.

De l'autre côté, à l'inverse, le succès appelle le succès : des hésitations tombent, des préjugés faiblissent, des secteurs incertains s'ébranlent. Il faut que les choses aient bien changé pour que des organisations, des dirigeants syndicaux, qui furent jusqu'ici réticents devant l'action commune, paralysés à l'ordinaire par la crainte du procès de politisation des grèves, prennent aujourd'hui l'initiative d'un mot d'ordre de protestation unanime contre la politique du pouvoir. Des organisations agricoles, des associations départementales de maires rejoignent le mouvement, preuve que celui-ci débordé la masse immense des salariés qui sont déjà, à eux seuls, la majorité de la nation.

Et que tel quotidien du matin dont les sympathies habituellement ne vont guère aux grèves, surtout lorsque leurs implications politiques sont tellement évidentes, se montre cette fois favorable, n'est-ce pas encore un signe ? « Démagogie » dirait-on ; démagogie sans doute, mais c'est la preuve qu'on ne peut flatter le lecteur qu'en approuvant la grève. La démagogie est en politique l'hommage du vice à la vertu.

C'est que la politique du pouvoir est indéfendable : seul M. Capitant l'approuve ouvertement avec cet humour involontaire et colérique qui est un trait de son génie : on sait maintenant que le gaullisme de gauche c'est la politique de l'article 38 ! Les bons apôtres du « Figaro » sont moins maladroits mais aussi peu sérieux : il n'est pas bien, paraît-il, de s'émouvoir avant de connaître les projets du pouvoir : ces Messieurs des « beaux quartiers » se moquent du monde : le bon sens populaire a déjà répondu que, si les projets étaient avouables, ils ne seraient pas soustraits à la procédure parlementaire. Si les règles du dialogue démocratique sont faussées c'est au pouvoir qu'il faut s'en prendre, non aux grévistes.

Militants socialistes, soyons conscients de l'importance du moment : le mot d'ordre de grève nationale de 24 heures contre les pleins pouvoirs et la politique économique du régime lancé par les trois centrales ouvrières et la F.E.N. est un fait sans précédent depuis plus de 20 ans et cette constatation donne la mesure de l'événement. Après des années d'une lente guerre de position, nous sommes entrés dans une période de mouvement, de rapides changements politiques. Avec la grève du 17 mai, l'action passe à un niveau plus élevé et les conditions se précisent d'un affrontement décisif avec le pouvoir.

La première condition c'est le 17 mai lui-même.

Il ne suffit pas que la grève soit un succès. Il faut qu'elle soit un succès total, hors de toute contestation.

Tout faire pour assurer ce succès, consacrer toutes les forces à l'organisation de la grève, tel est, dans les prochains jours, le mot d'ordre pour les militants du P.S.U. qui sont en même temps des syndicalistes actifs, pour tous ceux aussi qui se sentent proches du P.S.U. et qui lui font confiance.

Efforçons-nous d'étayer par de multiples initiatives unitaires de base l'unité de fait réalisée au sommet

par la décision des centrales syndicales. Sans contrarier en rien l'action propre de chacune des organisations et en tenant compte des réserves qui s'expriment encore à la direction de telle confédération, il faut souhaiter, que, chaque fois que possible, la grève soit organisée en commun par les divers syndicats de l'entreprise, de la localité ou du département et qu'elle trouve son prolongement dans des manifestations de formes diverses, à condition que les organisations syndicales en aient démocratiquement décidé.

La grève du 17 mai n'est pas une grève d'avertissement, ce n'est pas un simple coup de semonce. Elle doit par son succès même, accentuer encore la modification du rapport des forces. Mais elle peut aussi faciliter la mise en place d'un dispositif qui permettra de soutenir un combat de longue haleine contre le pouvoir.

L'affaire des pleins pouvoirs, épisode important de la lutte générale contre le régime, ne fait que commencer : le mouvement se prolongera et se développera jusqu'au point culminant que constituera, avec le débat de ratification, l'entrée en application des décrets.

C'est pourquoi, il n'est pas interdit de se préoccuper dès maintenant de donner à un tel mouvement les moyens d'expression et d'action permanents. A l'occasion de la préparation et de la réalisation de la grève du 17 mai, des organismes de liaison, de coordination pourraient être expérimentés dans le cadre des entreprises comme sur le plan local, organismes groupant des représentants des organisations syndicales et politiques de gauche, des administrateurs de la Sécurité sociale, éventuellement des élus locaux. Ce serait le moyen de donner à la campagne d'action contre les pleins pouvoirs une base populaire organisée.

A ceux qui s'inquiètent — et les militants socialistes n'ont jamais tort d'être vigilants — des tergiversations, des compromissions, voire des retournements possibles des états-majors politiques ou syndicaux, nous dirons que cette structuration de l'action populaire est la meilleure garantie et en vérité la seule. Si de telles conditions sont réalisées, la journée du 17 mai sera tout autre chose qu'un geste de principe ; elle sera un événement, un acte important de la bataille de classe.

Or il se trouve qu'au moment où l'action contre les pleins pouvoirs et la politique économique du régime prend cette dimension nouvelle, les organisations politiques de gauche abordent de fond la discussion du programme commun. La discussion et l'action sont aujourd'hui plus que jamais inséparables. Le meilleur programme ne vaudrait rien sans l'action populaire, mais cette action tournerait à vide et bientôt s'épuiserait si elle ne se développait en fonction d'objectifs clairement définis.

Nul ne met plus en cause aujourd'hui cette exigence fondamentale : la gauche doit définir maintenant la politique de rechange. Les têtes de chapitres, l'énoncé des principes, les catalogues de revendications ne suffisent plus : il faut, dans le fatras des mesures souhaitables, faire le choix des mesures nécessaires.

Nécessaires pour quoi ? Nous avons dit, nous P.S.U., à Clichy voici 6 ans, et nous eûmes alors le mérite de l'originalité, nous avons dit : « Pour franchir le seuil, le point de non retour » qui fera de la prochaine expérience de gauche une avancée irréversible vers la démocratie socialiste. A cela, nous n'avons rien aujourd'hui à changer. Mais voici 6 ans, nous travaillions (sur thèses) pour un avenir encore lointain. Nous sommes, toute la gauche, aujourd'hui, au pied du mur.

Le discours prononcé par Waldeck Rochet devant les journées d'étude des parlementaires communistes et qui constitue pour une part une réplique à la déclaration programmatique du groupe parlementaire de la F.G.D.S., prouve à tout le moins qu'on ne répugne plus de ce côté à aborder le débat au fond : on parle cette fois de « ce qui nous divise ». C'est déjà un important mérite de cette déclaration.

En ce qui nous concerne, nous dirons, très prochainement, ce que nous pensons des idées qu'elle exprime, avec la volonté d'être constructifs dans la discussion comme nous avons celle d'être efficaces dans l'action. □

Communiqué du Bureau national

En lançant le mot d'ordre de grève générale pour le 17 mai, les organisations syndicales ont pris une décision d'une portée considérable. Ce n'est pas en effet seulement la politique sociale du gouvernement qui est mise en cause par l'ensemble du monde du travail, c'est la manière même dont cette politique est conçue et appliquée.

Pour le pouvoir, le seul dialogue qui compte est celui qu'il a instauré à tous les échelons entre les représentants de l'Etat et ceux du patronat. La confrontation avec les forces politiques et avec les forces syndicales est en revanche supportée avec de plus en plus d'impatience et d'irritation.

La grève du 17 mai et le dépôt d'une motion de censure peuvent obliger le gouvernement à modifier son attitude et à renoncer à un certain nombre de mesures impopulaires. Mais cette double réaction des organisations syndicales et de l'opposition politique a créé aussi les conditions de l'ouverture d'un grand débat démocratique. Il ne suffit pas en effet de contester l'orientation que le gouvernement donne à sa politique économique ; il faut fixer d'autres objectifs et définir les moyens de les réaliser. C'est la tâche prioritaire des partis de gauche, mais c'est aussi celle des organisations syndicales. Il est donc nécessaire que, dans des formes qui respectent l'indépendance des uns et des autres, l'action contre les pleins pouvoirs puisse être coordonnée et développée dans l'intérêt des masses populaires et en vue des grandes réformes de structures dont le pays a besoin.

Grèves

La leçon

Rémy Grillault

Le réveil de l'action revendicative qui s'est traduit ces dernières semaines par de nombreux conflits dans le secteur privé, en particulier ceux de Saint-Nazaire et de Lorraine, témoigne d'un profond mécontentement social. A ce mécontentement, gouvernement et patronat tentent de répondre par quelques concessions tardives mais ils ne peuvent apaiser l'inquiétude qui règne chez les travailleurs.

Et voilà que, pour tenter de faire face aux problèmes que posent la crise de la Sécurité sociale, le déficit des services publics, la concurrence accélérée que provoque la mise en œuvre du Marché commun, le gouvernement procède par voie d'ordonnances autoritaires ! Celles-ci montrent que le pouvoir gaulliste est loin de vouloir engager le dialogue avec le Parlement et avec les forces vives du pays et font redouter la médecine qui va être administrée. D'où la riposte lancée par les grandes centrales syndicales sous forme d'une grève générale le 17 mai prochain, jour anniversaire de la journée d'action organisée il y a un an par la C.G.T. et la C.F.D.T. et jour de l'ouverture des débats à l'Assemblée nationale sur les pouvoirs spéciaux. Il est vrai que l'accord C.G.T. - C.F.D.T. et l'ébranlement de la majorité aux élections législatives constituent des facteurs favorables à la contestation de la politique suivie jusqu'ici sur le plan économique et social.

Ranimer les régions sous-développées

Les grèves récentes ont présenté deux caractéristiques. D'une part, il s'est agi souvent de conflits longs et durs marqués par des lock-outs et par l'intervention des forces de police. D'autre part, ils ont affecté plus particulièrement certaines régions défavorisées bouchées par la crise de l'emploi, où les salaires sont généralement bas.

Déjà, avant les élections, le conflit Dassault avait posé le problème des disparités régionales, du retard des rémunérations par rapport aux salaires pratiqués à Paris, et cela dans une région où fusions et concentrations ménageaient encore le niveau de vie des travailleurs.

Ensuite, les conflits de Berliet et de la Rhodiacta ont posé les problèmes de la garantie de l'emploi et des ressources dans une conjoncture où s'accroît la concurrence internationale. Le compromis intervenu dans ces entreprises — en particulier sur le plan des salaires — n'a d'ailleurs pas vraiment mis fin aux conflits. L'agitation demeure grande

dans le Rhône comme dans la Loire, où la récente journée d'action concernant la métallurgie et les industries chimiques a été très suivie, où les négociations paritaires ont jusqu'ici échoué.

Plus significatives encore sont les grèves de Saint-Nazaire et de Lorraine, les plus longues qui aient eu lieu depuis la guerre dans le secteur privé. L'une et l'autre se sont déroulées dans des régions « sous-développées » dominées par une mono-industrie (construction navale, sidérurgie) ; l'une et l'autre ont été déclenchées par des travailleurs relativement bien payés et menacés de perdre une partie de leurs ressources, soit par déqualification (cas des « mensuels » de Saint-Nazaire), soit par perte de leur emploi (mineurs de fer lorrains). Dans le premier cas, la grève des mensuels a entraîné le lock-out des horaires ; dans le second, le mouvement s'est étendu aux ouvriers de la sidérurgie.

En menaçant l'exécution des commandes obtenues par la construction navale renflouée à grand-peine, en s'opposant aux livraisons de minerai, les grévistes nazairiens et lorrains exerçaient sur le patronat une pression formidable. Mais ils ont consenti eux-mêmes de très durs sacrifices. Si l'on songe que les « mensuels » de Saint-Nazaire n'ont reçu au cours de deux mois de grève que 36.000 anciens francs au titre de la solidarité, on mesure l'insuffisance des armes dont disposent les syndicats français pour se lancer dans des conflits de longue durée. Or, seule la C.F.D.T. a entrepris jusqu'ici de constituer des fonds de grève avec des moyens limités.

Aussi bien, dans les deux cas, le risque de pourrissement de la grève n'était pas imaginaire. C'est pourquoi les syndicalistes nazairiens ont accepté l'arbitrage de personnalités locales — celui du gouvernement ayant échoué — et ont dû traiter à des conditions guère plus favorables que celles qu'ils avaient repoussées à la mi-avril (ils ont obtenu en gros 8 % d'augmentation, alors qu'ils estimaient à 16 % le retard sur les salaires parisiens).

Quant aux mineurs lorrains, ils ont obtenu qu'une Commission de l'Emploi se penche sérieusement sur le cas de leurs 500 camarades licenciés du printemps 1967 et se préoccupe du reclassement des 5.000 qui devront abandonner leur emploi d'ici 1970. On prévoit d'ailleurs que 2.000 d'entre eux seront mis à la retraite. A cet égard, la mise à la retraite anticipée après trente ans d'ancienneté, dont vingt ans au fond — sous réserve de l'approbation gou-



Organiser concrètement une grève.

A.F.P.

vernementale — apparaît comme une mesure non négligeable.

Cependant, il est bien clair que c'est l'avenir de toute une région qui est en cause, d'une région où le déclin des industries traditionnelles entraîne une réduction du nombre des emplois disponibles, alors même que les jeunes arrivent sur le marché du travail. Seule une planification démocratique fondée sur une véritable politique d'aménagement du territoire et s'appuyant sur le secteur public permettrait une diversification des activités en Lorraine comme en Loire-Atlantique, c'est-à-dire une réanimation des régions en crise.

La garantie des ressources

On dira du côté gouvernemental que les reconversions nécessaires impliquent une certaine mobilité de la main-d'œuvre. Mais outre qu'on ne peut vider des régions entières, la politique actuelle du logement ne facilite pas le déplacement des travailleurs.

D'autre part, il faut souligner que les reconversions se traduisent généralement par une déqualification sans garanties de compensation de ressources. Ce sont les salariés qui font les frais des transformations jugées indispensables par le gouvernement et le patronat pour faire face à l'ouverture des frontières. D'où les revendications visant à garantir les rémunérations en cas de réductions d'horaires et aussi en cas de réadaptation professionnelle.

Il faudrait aussi que les comités d'entreprise soient informés régulièrement de l'évolution des commandes et soient consultés plusieurs mois à l'avance sur les changements d'emploi, les licenciements envisagés. Ceux-ci ne devraient être autorisés

qu'autant que le reclassement des intéressés serait prévu. Encore faudrait-il que l'existence du syndicat soit reconnue légalement dans l'entreprise et ses militants protégés contre les mesures arbitraires. Il y a là une réforme importante à accomplir, à vrai dire beaucoup plus sérieuse que les projets d'intéressement dont les gaullistes reparlent à propos des fameuses ordonnances.

Bien entendu, pour lutter contre le chômage grandissant, les syndicats demandent également le retour progressif aux 40 heures et l'avancement de l'âge de la retraite, ce qui impliquerait une révision du V^e Plan.

L'unanimité des réactions syndicales (exceptions faites de la C.G.C. et de la « C.F.T.C. maintenue », est tout à fait remarquable. F.O. et la F.E.N. ont répondu favorablement aux offres d'action commune de la C.G.T. et de la C.F.D.T. et ces dernières ont accepté le principe de la grève générale de vingt-quatre heures proposée par la F.E.N. soutenue par F.O. Il y a là un accord sans précédent pour un mouvement que la presse qualifie de « politique », comme s'il y avait dans nos sociétés une frontière bien distincte entre le politique, l'économique et le social.

Même si l'opposition syndicale se prépare à prendre le relais de l'opposition parlementaire, il faut espérer que celle-ci se montrera à la hauteur de la situation et offrira un autre spectacle que lors de la rentrée de l'Assemblée nationale. La gauche doit déposer une motion de censure unique et la défendre en formulant des contre-propositions précises traduisant les préoccupations des travailleurs et de leurs syndicats. Elle témoignera ainsi de sa volonté et de sa capacité de définir une « alternative » au régime actuel. □

□ Société

Le paysan en marche

Jean-Lucien Aguié

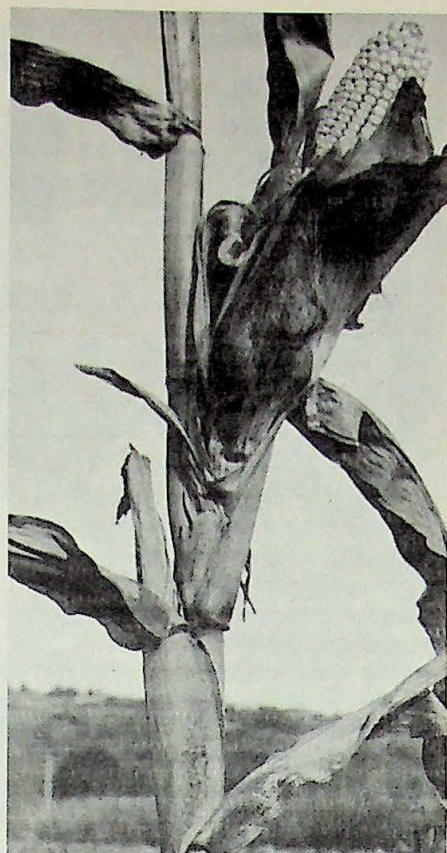
La politique agricole a été abordée dans T.S. sous la plume de Lambert et de moi-même. Ainsi, j'ai pu réaliser une interview du secrétaire général du Centre National des Jeunes Agriculteurs (voir T.S. du 8-12-66). Serieys, répondant aux questions que je lui ai posées, a donné l'essentiel de leurs objectifs. Les options économiques des jeunes générations sont appelées à avoir de profonds retentissements sur l'option politique des agriculteurs. Lors des dernières élections, ce courant s'est nettement fait sentir. Incontestablement, il n'est pas possible d'améliorer le système économique sans s'engager dans une politique. « Nous jugeons aujourd'hui qu'il est insuffisant de définir une politique. Nous devons nous battre sur les moyens de l'appliquer... » disait Raoul Serieys. C'est vrai pour tout le secteur économique, agriculture comprise. Pourtant, pendant longtemps, le monde agricole s'est tenu, ou a été tenu à l'écart, enfermé qu'il était dans le régime autarcique de son exploitation et dans le conservatisme pratiqué par les notables qui le dirigeaient.

L'économie moderne a happé le travailleur des champs et l'a avalé tout entier. Les structures centenaires ont craqué. L'exode a pris une ampleur considérable. Ceux qui restent s'interrogent. Ils se demandent s'ils pourront continuer un métier qu'ils aiment. Ils se demandent si le travailleur est libre de choisir le moyen de gagner sa vie. Seront-ils forcés d'aller grossir les rangs des mal-payés des villes ? De servir de volant régulateur sur le marché de l'emploi, ou bien, s'ils choisissent la terre, devront-ils subir une forme d'esclavage moderne impitoyable ?

L'exploitant d'aujourd'hui, le jeune surtout, veut la *parité*, c'est-à-dire une intégration dans l'économie du pays, sans discrimination. Cette parité s'appliquerait aussi bien au niveau de vie qu'à la formation intellectuelle et professionnelle, s'appliquerait aussi bien au sud qu'au nord de la Loire.

Mais cette mutation qui se fait sous nos yeux et que va certainement précipiter l'entrée en vigueur du Marché commun est-elle bien comprise par l'ensemble des travailleurs ?

Il nous paraît indispensable de traiter ce sujet. D'ouvrir un débat. Non seulement pour les agriculteurs, mais surtout pour le monde ouvrier, afin que l'agriculteur, ce prolétaire des champs, se sente compris et soutenu dans ses luttes. A son tour, il saura, le moment venu, comprendre



« Si le grain ne meurt. »

et soutenir les revendications ouvrières. Dans bien des cas d'ailleurs, ces revendications, pour qu'elles aboutissent, ne passent-elles pas par des objectifs communs ? Producteurs et consommateurs ne sont-ils pas liés ? Mais, placés aux deux bouts d'une chaîne, doivent-ils s'ignorer ? Ou bien pourront-ils réaliser enfin qu'ils sont les deux victimes du système économique qui les tient éloignés et qui les veut différents afin qu'ils ne puissent se comprendre. Il faudra bien un jour que le problème production-consommation soit étudié en commun par les intéressés, sans intermédiaire.

S'agissant du problème social qui est le sien, le monde agricole a droit, là aussi, à la parité. Le temps des « lessiveuses bourrées d'économies » est révolu. Il faut voir le paysan, endetté, devenant peu à peu le salarié sans garantie d'un capitalisme de plus en plus conquérant.

Nous essaierons, au cours d'une série d'articles, d'ouvrir le débat. Nous verrons des agriculteurs, des responsables de la profession et nous leur demanderons de nous faire part de leurs préoccupations. Nous vous les livrerons, prises sur le vif.

Au cours des prochaines semaines, nous nous proposons d'interroger des éleveurs, des viticulteurs. Nous irons observer des expériences tentées par des agriculteurs pour faire face. Nous nous entretiendrons avec des coopérateurs, des membres de SICA... Nous rendrons visite à ceux qui sont partis avec l'indemnité viagère afin de faire de la place. Nous nous préoccupons de la façon dont sont formés les agriculteurs (enseignement professionnel, vulgarisation)...

En un mot, nous dresserons en plein air les tréteaux de ce théâtre des champs afin que nul n'ignore... □

□ V^e Congrès

Organisation du P.S.U.

Le texte que nous reproduisons ci-dessous constitue le dernier chapitre de la résolution présentée par les camarades Beregovoy, Bourdet, Fay, Longeot, Martinet, Mallet, Poperen, Puisais, Verlhac, etc. Il n'avait pu, par suite d'une erreur matérielle, être publié dans les précédents numéros de T.S.

Il s'agit aussi d'améliorer sensiblement l'organisation et les méthodes de travail du Parti. Pour cela, il faut se défier des solutions théoriques qui ne tiennent pas compte de notre réalité et de nos possibilités. Trop de motions votées par nos congrès sont demeurées dans les dossiers.

La direction du Parti est, par nécessité, composée d'hommes qui ont des activités professionnelles souvent absorbantes et qui ne peuvent donc consacrer un temps suffisant à leurs tâches militantes. Il faut remédier à cette situation à la fois :

- par une organisation technique supérieure à celle dont nous disposons aujourd'hui (secrétariat plus nombreux, services d'archives et de classement, préparation des dossiers, etc.) ;
- par une participation plus large des cadres du Parti — et notamment de ses cadres provinciaux — à la direction nationale ;
- par un renouvellement et un rajeunissement de la direction elle-même.

Il est indispensable que chaque membre du bureau ait le contrôle d'un secteur d'activité du Parti et que, sur ce secteur, fonctionne également une commission. Mais il faut surtout que le secteur tout entier soit « irrigué », que les informations y circulent plus complètement et que des réunions nationales spécialisées regroupent au moins une fois par an les animateurs du secteur (cela pourrait être le cas pour les responsables des différents C.E.S., pour les rédacteurs de notre presse locale, pour les élus municipaux, pour les animateurs du secteur « Enseignement et Culture », etc.).

C'est en fonction de ces objectifs que nous soumettons au congrès les propositions suivantes :

I. *Comité Politique National.* — C'est, entre deux congrès, l'organisme de direction politique devant lequel le Bureau National est responsable. Il doit donc animer, orienter et contrôler toutes les activités de ce dernier. Il devra donc consacrer une partie importante de son ordre du jour au contrôle des différentes commissions et pour cela se partager lui-même en plusieurs commissions de travail.

II. *Bureau National et commissions.* — Le Bureau National élu par le C.P.N. se réunira chaque semaine. Il comprendra si possible des provinciaux et représentera les principaux courants du Congrès. Il com-

prendra des secrétaires chargés des liaisons et coordinations et les responsables des grandes commissions qui pourraient être :

- 1° la commission Economique et Sociale ;
- 2° la commission de Formation ;
- 3° la commission de Propagande ;
- 4° la commission Internationale ;
- 5° la commission Financière ;
- 6° la commission Enseignement et Culture ;
- 7° la commission des Publications (moyens d'information internes et publications externes) ;

8° la commission des Travaux parlementaires (préparant les initiatives législatives et les actions engagées autour de ces initiatives).

— Le Bureau National désignera également des groupes de travail, où les fédérations auront accès, pour l'élaboration des textes programmatiques et l'animation des principaux secteurs d'activité du Parti.

— Le Bureau National mettra en place des permanents assurant notamment la préparation des dossiers de travail, les liaisons nécessaires avec les fédérations et l'exécution des décisions prises par les organismes responsables.

— Les Parlementaires du P.S.U. participeront aux travaux du C.P.N. et le Bureau National s'adjoindra le responsable du Comité de travail préparant les initiatives législatives.

III. *Régions.* — L'activité régionale du Parti peut et doit se développer progressivement. Les journées d'étude et les colloques, l'organisation de la propagande et de la formation et notamment la rédaction et la diffusion de journaux locaux se feront avec profit à l'échelon régional. De plus, l'action politique sur les problèmes posés par l'aménagement régional et le développement de l'action sociale régionale se feront mieux si la coordination est permanente.

En conséquence, *des comités régionaux de liaison et de coordination*, représentatifs des diverses fédérations, prendront en charge toutes ces activités.

Le découpage régional sera revu, dans certains cas, afin que les regroupements effectués correspondent le mieux possible à des secteurs économiques et sociaux homogènes.

Ces comités devront progressivement être pourvus par les fédérations de tous les moyens d'action nécessaires (en dégageant d'hommes, en matériel, en argent). □

Duel autour de Duverger

Maurice Duverger vient de publier un livre au titre explosif de *La Démocratie sans le peuple*. Deux de nos collaborateurs, Manuel Bridier et Maurice Combes, en donnent chacun une analyse. On les lira comme on assiste à un match et pourquoi pas à un duel !

Avec ou sans le peuple

Manuel Bridier

« **L**a démocratie sans le peuple... Quel titre excellent ! Quelle merveilleuse définition, non pas seulement du régime gaulliste, mais de la démocratie bourgeoise tout entière !

Le titre est malheureusement ce qu'il y a de meilleur dans ce livre. Non que le reste soit mauvais, loin de là. Comme toujours, avec Duverger, on y trouvera ce mélange de subtilité politique et d'insuffisance dans les conclusions qui est la manière des intellectuels libéraux. Le lecteur suit avec plaisir les analyses, il apprécie l'habileté des raisonnements... et puis soudain tout s'arrête, comme s'il y avait un seuil que l'auteur ne veuille pas, ou qu'il ne puisse pas franchir — dès lors qu'il ne s'agit plus des super-structures constitutionnelles mais des infrastructures économiques, c'est-à-dire de la véritable nature de classe de l'État.

Un poisson qui ne vole pas

Mais peut-on reprocher à un poisson de ne pas voler ou à Maurice Duverger de n'être pas marxiste ? Mieux vaut prendre ce livre pour ce qu'il est, une dissertation brillante et une invitation à réfléchir, moins intéressante par ce qu'elle apporte elle-même que par les objections qu'elle suscite et les dépassements qu'elle implique.

Dès l'abord, il faut reconnaître à Maurice Duverger un très grand mérite : celui d'en finir avec le bavardage des « républicains » sur le « pouvoir personnel ». Ce n'est pas avec le coup d'État du 13 mai et sa légalisation référendaire ultérieure que la République française est devenue « démocratie sans le peuple ». Voter pour un homme ou voter pour 500 ne change rien à l'affaire — ou plutôt ne change pas fondamentalement la nature des choses — s'il s'agit dans les deux cas d'une délégation de pouvoir, d'une abdication des citoyens privés de toute participation directe à la gestion de leur état, de tout contrôle effectif sur leurs délégués.

Cette première partie du livre est à coup sûr la meilleure. Il est intéressant de voir comment une analyse purement juridique et logique, me-

née simplement avec une honnêteté intellectuelle suffisante, permet de rejoindre la critique fondamentale du parlementarisme bourgeois par la théorie marxiste.

Nous ne pouvons malheureusement plus suivre Maurice Duverger lorsqu'il s'interroge sur les causes de cette « aliénation » du citoyen. Il s'agit pour nous d'une cause inhérente au système capitaliste de production et d'échange. C'est la division de la société en classes, c'est l'antagonisme irréductible entre ces classes qui rend impossible une véritable démocratie, puisque la démocratie suppose la conciliation des intérêts particuliers et leur subordination à un « intérêt général » qui n'existe pas, qui ne peut pas exister dans une société de classes. En d'autres termes, la démocratie n'est pas faussée, comme le pense Duverger, parce que les partis politiques ne donnent qu'une représentation travestie des courants réels, mais parce que son objet même, à savoir la détermination de la volonté du peuple, est incompatible avec la structure capitaliste de la société.

Du point de vue socialiste, il n'existe guère des différences juridiques et des degrés entre les divers systèmes utilisés par la bourgeoisie capitaliste pour imposer sa dictature, depuis les tyrannies les plus apparentes jusqu'aux régimes parlementaires les plus libéraux, depuis la puissance de la matraque jusqu'aux formes les plus subtiles de la persuasion. Sans doute peut-on préférer un régime à l'autre et classer les différentes manières de la dictature ou de la mystification selon les facilités plus ou moins grandes qu'elle peut laisser à l'opposition populaire. Encore faut-il bien voir que cette opposition elle-même, par sa nature de classe, n'est pas une « opposition démocratique » au sens juridique du terme, c'est-à-dire une opposition institutionnelle dans le cadre d'un régime donné, mais une contestation de l'extérieur, une réfutation globale du système social existant, même si les objectifs à long terme n'en sont pas directement explicités, même si son action emprunte les formes provisoires d'une légalité qu'elle tend à détruire pour la remplacer.



Quelle place sociale occupez-vous dans le peuple ?

Collombert

L'éparpillement des politiciens

En recherchant dans les structures politiques — et non dans les rapports de production — la cause de l'aliénation du citoyen, Maurice Duverger est conduit tout naturellement à considérer la situation française comme un phénomène spécifique — et non comme la forme particulière d'un phénomène commun à la démocratie bourgeoise dans tous les pays. C'est ici qu'intervient la thèse principale du livre, qui fait du « centrisme » le vice fondamental de la démocratie française. Faute d'un mouvement populaire puissant, faute d'organisations cohérentes et fortes, exprimant des options politiques globales et présentant des alternatives possibles de gouvernement, la vie politique française se réduit à une véritable « classe politique », morcelée en un grand nombre d'organisations minuscules, qui ne peuvent participer au pouvoir que par l'élimination des extrêmes et le rapprochement des centres, sur une base à la fois instable et confuse, dont les citoyens se désintéressent parce qu'elle ne répond à aucune de leurs préoccupations essentielles.

A cet éparpillement des politiciens, Duverger oppose une conception dualiste de la réalité politique elle-même. Après le conflit passé entre la bourgeoisie et la noblesse, tous les problèmes politiques se ramèneraient aujourd'hui à un conflit unique entre la bourgeoisie et le peuple. Le déclin de la démocratie proviendrait donc du fait que les batailles politiques entre les partis ne reflètent pas assez fidèlement ce conflit unique.

L'analyse politico-juridique de

Duverger paraît ici très proche des jugements que nous pouvons porter nous-mêmes, à partir de critères économiques et sociaux. Pour que ces analyses se rejoignent, il suffirait de définir la notion de peuple ou — ce qui revient à peu près au même — la notion de gauche. C'est là, précisément, ce que Duverger ne peut pas faire, parce qu'il reste prisonnier de conceptions jacobines, pré-marxistes, des rapports sociaux.

Saint-Just définissait à peu près le peuple comme « l'ensemble des citoyens dont l'intérêt particulier n'est pas contraire à l'intérêt général », formule qui préfigure sans doute la notion marxiste de lutte des classes, mais qui en diffère fondamentalement en ce qu'elle n'oppose pas des intérêts antagonistes « indépendants de la volonté des hommes » mais une minorité de privilégiés à un « intérêt général » abstrait. C'est à partir de ce raisonnement que Robespierre a mené la politique dont Thermidor fut l'aboutissement, politique basée sur des fondements juridiques et moraux plutôt que sur la compréhension et l'utilisation des antagonismes sociaux existants.

On aurait tort de croire qu'il s'agit ici d'une quereelle de mots, d'une subtilité purement théorique. Il s'agit au contraire d'un problème capital pour le mouvement socialiste contemporain.

Maurice Duverger s'interroge dans sa conclusion sur les moyens de faire participer « le peuple » à la démocratie. Le livre ne s'achève en apparence que sur des questions. Il n'en comporte pas moins une conclusion, qui découle d'ailleurs tout naturellement des analyses précédentes. Cette conclusion, c'est la glorification du

bipartisme. Que faut-il pour que la vie politique ait un sens, pour que le citoyen s'y sente concerné ? Il faut un choix clair entre deux options politiques, entre une « droite » et une « gauche » également unies, présentant chacune un programme et la possibilité de son application.

L'aliénation du bipartisme

La question véritable est malheureusement de savoir comment, dans quelles conditions, ce choix peut être clair — c'est-à-dire dans quelles conditions il peut refléter fidèlement les contradictions objectives de la société. L'exemple des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne Fédérale montre bien qu'il ne suffit pas de réduire l'éventail politique à deux grands partis pour y parvenir — tout simplement parce que le choix réel, le seul important en fin de compte, n'est pas entre les diverses manières de gérer la société capitaliste, mais entre cette société moribonde et les forces du prolétariat, dont la mission historique est d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme en supprimant la propriété privée des moyens de production et d'échange. La frontière n'est plus alors entre une gauche et une droite aussi vaguement définies, entre une bourgeoisie réduite à son échelon supérieur et un peuple confondu avec toute une population, mais entre les catégories sociales qui

acceptent le régime parce qu'elles en profitent et celles qui le rejettent parce qu'elles y sont fondamentalement étrangères : la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, l'intelligentsia prolétarisée.

Ce qui revient à dire que l'essentiel aujourd'hui n'est plus de savoir s'il y a deux partis ou s'il y en a trente, mais si les questions sont posées sur leur véritable terrain, celui des réalités économiques et sociales, celui de la lutte des classes. Ce qui revient à dire, enfin, que si l'unité de la gauche est une affaire importante, plus important encore est son contenu.

Faute d'y prendre garde (c'est-à-dire pour le mouvement ouvrier d'y conserver son autonomie), la soi-disant « clarification » de la vie politique ne serait qu'une mystification suprême : la liquidation du mouvement ouvrier dans l'appareil politique, administratif et économique de la démocratie bourgeoise, par le biais d'une fusion — et d'une confusion — avec son aile « libérale ».

Ce n'est pas là, certes non, ce que voulait dire Duverger. Mais n'est-ce pas un très grand mérite, pour un ouvrage de ce genre, que d'inviter chacun à sa réflexion propre, au moment où ces questions nous sont posées à tous avec l'acuité que l'on sait, au moment où chacun de nous doit prendre — là-dessus — ses responsabilités ? □

dustrielles les facteurs essentiels des luttes politiques).

Après avoir souligné le rapprochement entre conservateurs et libéraux — qui doit aller normalement jusqu'à la fusion — et les équivoques de la démocratie-chrétienne (dont la majorité des adhérents se situe effectivement à droite), l'auteur expose sa conception du « socialisme du XX^e siècle ». Il montre en quoi l'évolution économique, sociale et politique des U.S.A. diffère de celle de l'Europe mais reconnaît que « l'américanisation économique et psychologique de l'Allemagne (occidentale) se prolonge sur le plan politique ». Il n'en demeure pas moins que les démocraties occidentales sont des « plouto-démocraties » dominées par les propriétaires privés des moyens de production, tandis que les socialistes traditionnels marquent le pas : « Les sociaux-démocrates s'enlisent dans des activités gestionnaires, à peine masquées par un réformisme vague. Les communistes s'accrochent à un verbalisme révolutionnaire de plus en plus éloigné des aspirations et des besoins du prolétariat occidental. »

Cependant, avec la fin du stalinisme et de la guerre froide, les communistes ont évolué. En Finlande, un des trois pays occidentaux où ils constituent une grande force, ils participent même au gouvernement. Ne pourrait-il en aller de même bientôt en France ? « Une alliance entre la social-démocratie française et le parti communiste serait probablement plus dynamique et plus audacieuse au pouvoir qu'un grand parti socialiste unifié. Mais elle a peut-être moins de chances d'y parvenir, car elle inquiète un peu plus les électeurs flottants du centre. »

La longue marche du centrisme

On retrouve ici le problème du centrisme. Celui-ci aurait presque toujours gouverné la France depuis 1789. Seuls le gouvernement des Jacobins (1793-1794), celui de la Seconde République (de février à mai 1848), celui du Front Populaire (1936-1937) seraient indiscutablement de gauche. Malgré sa composition, on pouvait également ranger dans cette catégorie le Tripartisme de la Libération (1944-1946) en raison des réformes accomplies. Furent incontestablement de droite, la plupart des gouvernements de la Restauration, celui des Versaillais de 1871 et le pouvoir du maréchal Pétain de 1940 à 1944.

Tout le reste du temps, la France aurait été gouvernée par le Centre droit ou le Centre gauche ou par une coalition des deux. Selon Maurice Duverger, même le bonapartisme et le gaullisme — sa forme contemporaine — se situeraient au Centre. L'auteur procède d'ailleurs à une véritable réhabilitation du Second Empire et assure que certaines ouvertures de Napoléon III en direction de la classe ouvrière marquaient une évolution... « vers le gaullisme

de gauche ». En fin de compte, le « centrisme plébiscitaire » serait plutôt moins conservateur que le « centrisme parlementaire » du type « III^e Force », le plus souvent favorable au centre-droit : « Aujourd'hui, une majorité centriste allant de Guy Mollet à Bertrand Motte ferait une politique intérieure aussi respectueuse des puissances économiques privées que le gaullisme, et une politique extérieure beaucoup plus conservatrice. »

Il reste qu'une telle majorité est de plus en plus improbable et que, face à de Gaulle qui tend à « fédérer la droite », la gauche se rassemble pour assurer la succession. L'élection présidentielle a joué en ce sens et les résultats des dernières législatives est significatif à cet égard. Par contre, n'en déplaise à l'auteur, « l'expérience Defferre » a bien constitué une tentative centriste, d'autant plus redoutable qu'elle attirait des hommes de gauche et se parait du masque de la modernité, mais les contradictions entre le centre-droit et le centre-gauche ont bientôt entraîné l'échec.

Cependant, la tendance à la simplification ne suffit pas à donner toutes ses chances au socialisme. Un centrisme plus subtil pourrait dominer la gauche à la recherche des électeurs marginaux. Duverger note lui-même qu'« aux élections britanniques, le programme travailliste ressemble beaucoup au programme conservateur ; aux élections allemandes, le programme démo-chrétien ressemble beaucoup au programme social-démocrate, etc. ».

En France, le poids du Parti Communiste ne nous prémunit pas contre un tel glissement lié à l'évolution des sociétés occidentales où la lutte des classes, sans disparaître, s'affaiblit. « Faute d'une rénovation doctrinale, le communisme risque d'être forcé de rejoindre progressivement la social-démocratie dans son opportunisme actuel, et de ne plus guère servir, alors, qu'à masquer de temps en temps, derrière le pavillon rouge de pseudo-majorité de gauche, le développement du capitalisme de consommation. »

Au P.S.U., nous n'avons jamais dit autre chose. □

Pleins feux sur le centrisme

Maurice Combes

Avec la clarté et le talent qu'on lui connaît, Maurice Duverger développe dans ce livre une thèse très répandue chez les tenants du présidentielisme : l'idéal démocratique issu de la Révolution française ne s'est presque jamais incarné dans la réalité, le peuple étant le plus souvent réduit à déléguer sa souveraineté, « soit aux comités de notables du centrisme parlementaire, soit au surhomme du centrisme plébiscitaire ».

Cependant, pour Duverger, la raison fondamentale de cet état de choses réside dans la faiblesse de nos partis et dans les traditions de notre histoire marquées par des affrontements violents entre conservateurs et libéraux puis entre bourgeois et socialistes. Il en résulte une situation qui, en dehors des périodes révolutionnaires ou quasi révolutionnaires, oblige les « modérés » de droite et de gauche à rompre avec leurs « extrémistes » et à passer des compromis incessants pour gouverner. Telles seraient les racines du centrisme qui n'existe pas au même degré dans

les pays voisins où la tendance à l'opposition de deux grands blocs se confirme de plus en plus. La France serait donc en retard sur les pays d'Europe occidentale qui ont une même infrastructure socio-économique, où la lutte des classes ne se déroule plus entre les conservateurs et les libéraux mais entre les adversaires d'hier — bourgeois et aristocrates coalisés — et les socialistes représentant les salariés.

Un marxisme sommaire

Aussi bien, pour Duverger, « l'analyse marxiste, bien que trop systématique et trop simpliste, fournit le meilleur schéma d'interprétation des faits, le meilleur modèle théorique ». Encore faut-il remarquer que seul un marxisme sommaire et pour tout dire antidialectique peut conduire à sous-estimer l'importance des superstructures, par exemple le rôle qu'ont joué dans certains pays les problèmes de nationalités et les querelles religieuses (qui ne peuvent plus constituer dans nos sociétés in-

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Orientation n° 1

Une belle attitude ou l'action politique ?

Les thèmes essentiels du P.S.U. sont le renouvellement de la gauche et son unité, sur un programme socialiste. Or, il est clair désormais que la F.G.D.S. a pris une option sur le renouvellement peut-être, et sur l'unité de la gauche certainement.

De bon gré, ou en formulant des réserves, notre Parti a souscrit (des présidentielles aux législatives) à ce que ces tentatives avaient de neuf et de positif, et nous ne pouvions faire autrement qu'y souscrire.

C'est pourquoi la pratique politique du P.S.U. lui-même, comme l'évolution aussi bien du régime gaulliste que de l'opinion et de la gauche organisée, a conduit à poser pour nous d'une manière désormais inéluctable le problème du regroupement socialiste. C'est pourquoi une discussion approfondie avec la F.G.D.S., bien loin d'engager plus l'avenir qu'il ne l'est, ne peut, au point où l'évolution de la vie politique nous a placés, que le libérer.

Car à notre connaissance, nul dans le Parti ne prône, à l'heure actuelle, l'entrée sans condition à la Fédération : d'une part, les ambiguïtés présentes de la F.G.D.S. doivent être levées; d'autre part, il est évident qu'on ne peut pas aborder des pourparlers sérieux avec les fédérés si l'on ne conserve pas, jusqu'au bout présente, la possibilité du développement autonome de notre Parti.

Le problème ne peut plus être éludé. Ce serait une erreur psychologique que croire qu'il est possible de prolonger indéfiniment la période d'incertitude ouverte en 1965 dans nos rapports avec les autres formations de gauche, notamment la Fédération; le moral des militants, l'emprise sur les sympathisants, la considération dans les masses, et surtout la capacité d'initiatives politiques du P.S.U. en souffriraient gravement. Ce serait une contradiction logique que dire que la situation étant ambiguë à la Fédération, on avisera plus tard : car ou bien la Fédération deviendra attirante, et comme elle le sera devenue sans nous il y aura à craindre que notre position soit à ce moment-là délicate; ou bien la Fédération ne surmontera pas, dans le sens du socialisme et de l'adaptation aux réalités sociales de notre époque, ses monstrueuses contradictions et pour l'opinion, une fois de plus, et même si

c'est en partie injuste, nous aurons été les donneurs de leçon soigneusement économes de leur effort pratique, qui se seront tenus sur la réserve lorsque, peut-être, leur concours aurait été appréciable, ou décisif.

Au reste, nous ne pouvons pas plus envisager le « statu quo » que la perte de surface politique. Bien au contraire, nous avons besoin d'expansion; par là seulement, nous reformerons notre corps militant et notre doctrine sur un programme de gouvernement. Mais ce développement n'est concevable qu'après que sera levée l'hypothèque de la F.G.D.S., soit qu'on s'y intègre, soit qu'on constate ne pouvoir le faire. Le développement autonome du P.S.U. ne peut être envisagé, à l'heure actuelle, qu'après qu'auront été recherchées par nous, loyalement et clairement, les conditions d'un accord pour construire un grand parti qui soit moderne, pluraliste et pourtant efficace, et surtout véritablement socialiste; c'est alors seulement, si par malheur les discussions devaient aboutir à un échec, qu'un effort militant, qu'un recrutement nouveau, que des initiatives originales pourraient constituer une nouvelle chance, parmi d'autres, de la gauche française au travers de notre P.S.U.

Mais lever cette hypothèque serait impossible avec un mandat négatif du congrès de juin qui refuserait le principe de discussion avec la F.G.D.S. sur le programme et le regroupement. Or, nous devons, et nous pouvons, lever cette hypothèque, la seule condition étant que nous nous définissions nous-mêmes clairement.

En conclusion, il semble que l'ensemble du Parti peut se retrouver sur cette proposition d'ouvrir des discussions avec la Fédération : depuis, les camarades qui ont la conviction que d'ores et déjà la F.G.D.S. est un organe acceptable pour le travail militant tendant à l'unité de la gauche sur un programme cohérent et socialiste; en passant par ceux qui souhaiteraient que se révèle une telle possibilité aux termes de la discussion avec la Fédération; jusqu'à ceux enfin qui préfèrent un développement autonome du P.S.U., mais qui savent que cette éventualité ne peut que suivre l'éventuel constat de la carence de nos partenaires. — Jean PIVASSET (Aix-en-Provence). □

Orientation n° 2

Ce qui est l'essentiel

Il y a quelque chose de changé dans le monde occidental. L'échec des conservateurs anglais et de M. Erhard, la réapparition des cycles et du chômage, la crise monétaire internationale et la bataille des négociations Kennedy montrent qu'une phase du capitalisme mondial est révolue.

Les problèmes de la période 1950-1965 sont dépassés; en France, la

troisième révolution industrielle nous atteint de plein fouet sans que nous y soyons préparés; elle ébranle notre société jusque dans ses fondements, tandis que l'urbanisation accélérée se fait dans le plus grand désordre. Les dirigeants patronaux tournent des yeux anxieux vers l'État gaulliste ou sa variante giscardienne. La classe ouvrière cherche une doctrine et une stratégie

pour sauver ses droits essentiels.

D'une telle secousse, il peut sortir deux choses : ou un nouveau capitalisme — celui dans lequel Krupp est racheté par l'État allemand! — dont nous n'avons encore que peu d'idée tant il sera nouveau; ou un véritable socialisme, c'est-à-dire une forme nouvelle d'organisation de la société, de gestion de l'économie, d'accumulation du capital.

Face à cette situation, les tentatives de troisième voie d'un Wilson ou d'un Nenni paraissent vouées à l'échec. Mais que dire alors du programme de la F.G.D.S. sinon qu'il retarde d'une bonne dizaine d'années. Fruit d'un compromis entre des groupes d'hommes qui n'ont pas compris l'évolution moderne, il est le dénominateur commun des idées périmées de la social-démocratie. Il repose sur les institutions d'avant-hier et sur les solutions économiques d'hier : collectivités locales et Sénat du XIX^e siècle, réformes techniques dignes d'une droite intelligente qui les réalisera peut-être, à la faveur des pleins pouvoirs et au détriment des intérêts véritables des travailleurs. Programme établi dans l'angoisse d'avoir à assumer le pouvoir en mars 1967 sans préparation et qui se serait révélé à la fois utile dans l'immédiat et sans portée d'avenir.

Il faut maintenant que la F.G.D.S. réfléchisse; elle le fera, bousculée

par les faits. Mais nous-mêmes, au P.S.U., si lucides pour donner des leçons, sommes-nous vraiment à l'heure? Notre analyse a-t-elle quelque avance sur celle des autres? Peut-être; elle n'en est pas moins encore fragmentaire et rudimentaire.

C'est à cette recherche sur les problèmes de fond que le P.S.U. doit avant tout s'attacher, en reléguant au second plan les questions de tactique et les calculs électoraux. La question des rapports du P.S.U. avec la F.G.D.S. ne peut donc qu'être subordonnée à une évolution de cette dernière vers des options clairement socialistes; qui ne voit que tel n'est pas actuellement le cas?

C'est en restant nous-mêmes, en nous mettant au travail pour définir les propositions socialistes qui répondent à la situation d'aujourd'hui, en donnant de nouveaux développements à notre stratégie du Contre-Plan, en discutant à tout moment et à tous les échelons (comme par exemple dans le cadre des Colloques de Grenoble) avec tous ceux qui sont prêts au dialogue, en liant nos propositions de programme à de vastes campagnes d'action, que nous ferons évoluer les choses et que nous servirons au mieux les intérêts de la gauche unie de demain. — Jacques MALTERRE (secrétaire de la Commission Economique du P.S.U.) □

Le véritable choix

Depuis le Congrès de Gennevilliers, il y a deux ans, la situation en France s'est considérablement modifiée. L'unité de la gauche s'est réalisée et consolidée sur le plan tactique, et sur ce plan seulement. Placée devant un choix difficile, la direction du P.S.U. (bon gré mal gré) a abandonné dans les faits (tout en la maintenant en théorie) la ligne d'alternative socialiste réaffirmée par tous nos congrès. Du ralliement à la candidature Mitterrand à l'appareillement de nos élus au groupe fédéré, en passant par les accords électoraux de février, on s'est engagé très loin sur la voie qui mène inéluctablement à l'intégration du P.S.U. dans le regroupement de la gauche non communiste.

Le véritable choix qui se pose à notre prochain congrès est : cette voie est-elle juste? Faut-il y persévérer (et alors, à mon sens, le rythme et les conditions du processus, qui semblent être le sujet discuté au C.P.N., sont tout à fait secondaires)? Faut-il au contraire reprendre dans les faits la politique d'alternative socialiste (et alors, le problème du regroupement avec la Fédération ne se pose en aucune manière)? Je souhaite que le débat d'orientation soit abordé de cette manière, en dehors de toute équivoque ou de tout esprit de tendance. Et c'est dans cet esprit que je souhaite apporter à la discussion une contribution strictement personnelle.

À mon sens, la véritable ligne de partage des forces sociales et politiques en France ne sépare pas essentiellement les tenants du pouvoir

personnel et les partisans de la démocratie, même si on l'embellit du mot « socialiste ». Dans le domaine de la politique internationale, elle ne sépare pas essentiellement les partisans d'une politique de prestige et d'isolement et les partisans de la supranationalité.

La véritable ligne sépare — pour nous, socialistes — ceux qui par leur action veulent atteindre les leviers économiques du pouvoir et les arracher au néo-capitalisme pour les placer sous le contrôle des travailleurs, des partisans des diverses nuances de libéralisme. Elle sépare — pour nous, internationalistes — les adversaires résolus de l'impérialisme dans le monde des alliés plus ou moins honteux de cet impérialisme (même s'ils s'abritent sous des phrases de paix).

Le véritable rôle du P.S.U. était et reste de définir et de proposer concrètement les conditions d'une politique socialiste dans le domaine économique comme dans le domaine international. Le développement d'une politique autonome sur ces bases, même si elle est actuellement largement minoritaire, est le seul moyen d'infléchir réellement — en mobilisant sur des bases claires la fraction la plus avancée de l'opinion — le contenu de la politique que la gauche devra définir et appliquer quand elle parviendra au pouvoir. Et la continuation du processus de rapprochement du P.S.U. et de la Fédération signifierait au contraire l'abandon définitif de ces options fondamentales. — Pierre MOLINO (secrétaire, section de Montpellier).

Maroc

Un roi franco-américain

Jacques Jouannet

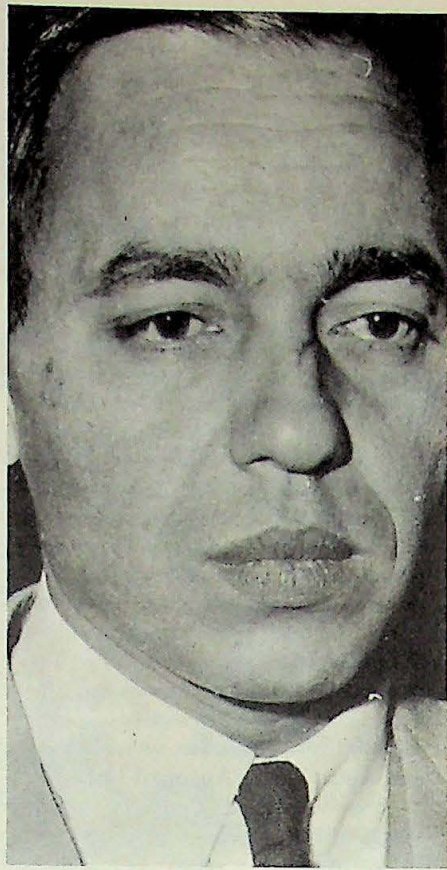
Prince des croyants, gardien de l'orthodoxie religieuse et incarnation de la souveraineté nationale (1), le Roi du Maroc, Hassan II symbolise plus que jamais en 1967, dans le monde arabe occidental le conservatisme musulman qu'animent, en Orient, Hussein de Jordanie, Fayçal d'Arabie et le Shah d'Iran, face à l'Égypte, la Syrie et l'Algérie. La situation actuelle est le fruit d'un lent processus de dégradation des forces progressistes qui a commencé en 1960, sous le règne de Mohamed V, avec le départ du gouvernement de « l'Union Nationale des Forces Populaires » animée par Basri Bouabid et Ben Barka et qui s'est accéléré, en juillet 1965, avec la répression qui s'est abattue sur les leaders et les militants de cette organisation.

Le trône

Le trône marocain s'appuie aujourd'hui sur les forces sociales traditionnelles : la bourgeoisie mercantile de Fès et de Casablanca dont les fils occupent les postes administratifs. Les propriétaires ruraux et une paysannerie démunie dont la docilité envers le pouvoir est garantie par des structures politico-militaires mises en place par le général Oufkir, l'ancien aide de camp du dernier résident général du protectorat, Boyer de la Tour.

L'existence d'un parti d'opposition l'« Istiqlal » d'Allal el Fassi, en donnant au régime une apparence de démocratie favorise les desseins du Roi. Parti, monarchiste et conservateur, l'« Istiqlal », hostile à l'Algérie de Boumediène et à Nasser, appuie cette « Sainte-alliance » des rois contre les peuples que constitue le pacte islamique qui, pour être frêle, n'en est pas moins réel. Prônant l'égalitarisme économique (mais pas social), l'« Istiqlal » vise surtout à faire prendre par sa clientèle bourgeoise la place des capitalistes étrangers, sans rien changer aux structures profondément inégalitaires de la société marocaine.

La jeunesse intellectuelle est elle-même brisée et dispersée, chaque grève organisée par « l'Union Nationale des Etudiants Marocains » étant réprimée par l'arrestation des dirigeants et suivie de leur incorporation dans l'armée. La confédération syndicale, l'U.M.T. n'est puissante que par le nombre de ses adhérents, le Bureau National, Mahjoub ben Seddik à sa tête, masquant son rapprochement du trône par une appari-



Keystone

tion purement verbale et un gauchisme de façade. Au reste, la rivalité de Ben Barka et de Ben Seddik était un secret de polichinelle au Maroc et la disparition du premier a laissé le champ libre aux ambitions du second qui paraît bien avoir mis idéalement révolutionnaire. Cet étrange leader syndical habite maison bourgeoise, roule en Mercedes et fait parade, lors des congrès d'une garde personnelle...

Un féodalisme moderne

Ainsi, donc, la situation politique et sociale du Maroc se caractérise, aujourd'hui, par un net retour au féodalisme qui, par bien des aspects rappelle celui qui, à la veille de 1912, avait facilité la conquête française : isolement des campagnes, domination des potentats ruraux (caïds) concussions, rivalités de clans... Cependant les temps ont changé : une administration, des institutions économiques « une armée équipée », instruments d'un Etat moderne, existent, mais, au lieu d'être au service des masses populaires, ils ne bénéficient qu'à une minorité privilégiée, dont les éléments les plus libéraux formés à l'école française se partagent, avec les éléments les plus traditionnels, l'essentiel d'un revenu national, dont l'augmentation est de plus en plus faible d'une année à l'autre.

En effet, l'économie continue à stagner dangereusement. D'après le dernier rapport de la B.I.R.D., la production globale n'a augmenté depuis 1955 que de 1,6 % par an, c'est-à-dire d'environ deux fois moins vite que la population. Les investissements privés ont fortement baissé et, malgré une extension des surfaces irriguées et la réussite de quelques mi-

cro-réalisations (périmètres betteraviers), les résultats de l'agriculture restent médiocres. La gestion des terres de colonisation s'est faite dans l'improvisation.

La baisse générale du niveau de vie et l'aggravation du sous-emploi et du chômage sont les conséquences d'une politique économique qui « privilégie » la zone dite utile du Maroc (la côte atlantique), au détriment des régions déprimées de l'intérieur.

U.S.A. présents

L'aide française, au demeurant, faible (250 millions de francs environ) a été suspendue après le rappel de l'ambassadeur de France, consécutif à l'affaire Ben Barka. Le roi essaie aujourd'hui de la relayer par un accroissement de l'assistance américaine : de juillet 1965 à juillet 1966, celle-ci s'est élevée à 53.004 millions de dollars dont 16,5 millions sous forme de dons alimentaires. Elle est vraisemblablement appelée à s'élever au cours de 1967. Rabat ayant donné à Washington des

gages suffisants de bonne volonté politique : silence approbateur de la guerre d'agression au Vietnam, promesse de tempérer les revendications territoriales sur les confins sahariens, hostilité au socialisme nassérien, affirmation d'une doctrine néolibérale favorable à la libre entreprise...

Faire le procès politique de la coopération franco-marocaine serait sans doute céder à la facilité. Certes, les apports positifs des coopérateurs français ont été nombreux (enseignement, santé publique). Mais la gauche marocaine reproche aujourd'hui au pouvoir gaulliste et non sans raison, semble-t-il, d'avoir soutenu au Maroc un régime réactionnaire et contribué ainsi au renforcement de la féodalité. En signe de gratitude, le général Oufkir est venu à Paris en toute liberté. Il est permis, après cela — n'en déplaise aux gaullistes de gauche — de douter de la réalité des desseins du gaullisme sur le tiers monde. □

(1) Titres constitutionnels du souverain marocain.

Colonialisme

L'apartheid dénoncé

Les 6 et 7 mai s'est tenue à Paris la Première Conférence Européenne consacrée à la dénonciation de l'apartheid et à la lutte qui doit être menée contre cette politique. Militants Français, Suisses, Anglais, Hollandais, etc., côtoyaient des représentants Sud-Africains (l'A.N.C. et le P.A.C. étaient heureusement représentés), Rhodésiens, etc.

Au terme de plusieurs rapports spécialisés portant sur les problèmes économiques, culturels, de libertés publiques, etc., une motion générale définissait en quelque sorte les grands axes de l'action anti-apartheid en Europe. Le travail ainsi réalisé est important, en dépit des difficultés multiples que l'on imagine. Il conviendra dans un article plus ample de proposer une synthèse de ces divers rapports et conclusions.

Dans l'immédiat, le P.S.U. qui a activement participé à cette conférence, invite ses militants et ses amis à prêter une attention plus soutenue au drame de l'apartheid qui peu à peu affecte l'ensemble de l'Afrique Australe. En particulier, il importe d'être vigilant devant l'appel de cadres et de techniciens auquel se livre le gouvernement de Prétoria. Cette coopération technique, particulièrement encouragée par le pouvoir gaulliste, sert les intérêts racistes; elle doit être stigmatisée et combattue.

De même que toutes les mesures doivent être prises qui acculent l'A-

frique du Sud à l'isolement. Il y a là matière à activités quasi quotidiennes.

Reste la vaste question de l'information qui demeure entière tant sont ignorées les réalités d'un univers qui rappelle le nazisme par son idéologie et par le danger qu'il fait courir à la paix mondiale ; tant sont également ignorés les efforts des mouvements nationalistes et révolutionnaires qui luttent en Afrique du Sud, en Rhodésie, dans le Sud-Ouest Africain et dans les colonies portugaises.

Pour sa part « T.S. » s'efforcera de présenter un tableau précis de ces différentes situations, car rien n'est aussi urgent que notre solidarité. A côté du néo-colonialisme, le colonialisme le plus intégral et le plus systématique continue à ravager une partie du monde. L'apartheid prouve que le colonialisme n'est pas mort, que la Première Conférence Européenne nous ait rappelé cette évidence et nous ait appelés à en prendre conscience, ce ne sera pas là l'un de ses moindres mérites. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Les 400 coups



Une barbarie à la hauteur de la technologie...

Cinéma

La Bombe

Bernard Le Saux

Certains films osent traiter des sujets tels, que leur succès devient une nécessité ; devant ces films, il est alors pénible d'avoir à exprimer des réticences. Fort heureusement cette fois, le problème ne se pose pas. *La Bombe* de Peter Watkins étant, au-delà d'une entreprise salutaire, une œuvre cinématographique intéressante.

Cette bombe, « atomique », explose quelque part dans le Kent par suite d'un conflit entre les deux blocs. Mais qu'importe au fond les raisons, le résultat est le même pour les populations civiles, et c'est le sort de celles-ci qui préoccupe Watkins. Quelle sera l'existence des survivants après l'explosion, une fois toute vie anéantie dans ce rayon baptisé par les spécialistes « zone de la mort immédiate », une fois la tempête de feu calmée ? Négligeant le classique « cas de conscience » au niveau des états-majors, Watkins tente de décrire — et c'est là la profonde originalité de son film — ce qui découlera inévitablement de cette situation : la dégradation morale qui accompagne la déchéance physique, la dissolution des règles les plus élémentaires qui régissent une société. Quand les dernières

images du film nous montrent des hommes fusillés par les policiers pour avoir pillé des magasins de vivres, tué les gardiens, pour avoir troublé ce qui demeurerait de l'ordre public, Watkins, par le truchement du commentaire, pose cette question terrible : « Les vivants ne regretteront-ils pas alors de ne pas être morts ? »

Produit par la télévision, c'est à cette dernière que le film emprunte ses techniques. Le style choisi est celui des reportages en direct et les événements sont basés sur ce qui s'est véritablement déroulé à Dresde, Nagasaki ou Hiroshima ; on ressent ainsi une impression saisissante d'authenticité.

Il faut que ce film soit soutenu et diffusé le plus largement possible ; il aborde en effet le problème sans doute le plus grave qui se soit jamais posé à l'humanité, celui de sa survie ou de sa destruction par l'arme atomique.

De plus, face à l'intense propagande mensongère, nulle part ailleurs peut-être que dans la France de la force de frappe, il n'est aussi urgent et aussi nécessaire que ce film soit vu. □

Livres

La Télévision a 10 ans

René Lali

Non, bien sûr, la Télévision n'a pas dix ans ! A la Libération, les Allemands laissaient au-dessus de la piscine de l'ancien Magic-City, un studio à peu près équipé. Mais Jean-Guy Moreau a raison : la Télévision, le phénomène Télévision a commencé il y a dix ans, en 1956. La même année que Suez et Budapest, la société de l'abondance, la civilisation de la consommation, lançaient en grand leur nouveau « bidule », la T.V. Cette année-là, plus de 100.000 postes furent vendus pour la première fois. Aujourd'hui, il y en a plus de 7.000.000. Pour saturer le marché, il y en aura le double en 1972. Et puis il y aura la couleur, les satellites, le coca-cola, les propagandes de l'Est et de l'Ouest, tout un tintamarre, un tohu-bohu déchaîné... proposés pour l'abrutissement des peuples.

A moins que... à moins que l'on ne se rende compte que jamais on n'a eu dans les mains un instrument de communication aussi parfait et que le message à transmettre pourrait être fraternel. Le spectacle, la culture, l'information, mis au service de l'homme, quel rêve !

Pour aller dans ce sens, il faut libérer ceux qui font la Télévision, les libérer de la tutelle administrative tracassière (contrôles *a priori* et *a posteriori* des ministères des Fi-

nances et de l'Information) et de celle de l'argent (sans cesse renaisent les projets qui veulent installer la publicité à l'O.R.T.F.), les libérer surtout de la tutelle politique telle qu'elle fut pratiquée par M. Peyrefitte. Il faut surtout, à la tête d'un organisme rendu véritablement autonome, placer des gens de métier, au lieu des paltoquets actuels, marionnettes du pouvoir qui passent le plus clair de leur temps dans les « avenues » du pouvoir.

Jean-Guy Moreau parle bien d'un sujet qu'il connaît bien (il a suivi la T.V. depuis ses débuts pour le compte de la presse catholique). Peut-on simplement lui reprocher de ne parler qu'en termes voilés de la nocivité totale de l'équipe dirigeante de la T.V. française, celle qui est en place depuis la mort d'Albert Olivier ?

Il y a quelque temps, nous rendions compte ici même du dossier « Une Radio-Télévision démocratique ». Il est réconfortant de voir que les deux auteurs, qui appartiennent pourtant à des familles spirituelles qui furent ennemies, communiste et catholique, se rejoignent pour définir les grands traits d'une T.V. démocratique. □

Jean-Guy Moreau : « Le règne de la Télévision ». Editions du Seuil. « Coll. Société ».

A lire

● *André Chandernagor* : « Un parlement pour quoi faire ». Idées NRF, 183 p. Intéressant pour connaître le point de vue de la S.F.I.O. sur les problèmes actuels du parlement.

● *Robert Lafont* : « La révolution régionaliste ». Idées NRF, 250 p. Avec une lucidité sans pareille, l'auteur explique comment le régime capitaliste et la centralisation française ont empêché toute vie régionale digne de ce nom. R. Lafont démontre que dans une large mesure la France a manqué son « rendez-vous avec la société moderne » à cause de cette absence de vie régionale. Nous y reviendrons. A rapprocher de l'ouvrage de M. Phlipponneau.

● *Henri Coing* : « Rénovation urbaine et changement social ». Les Editions Ouvrières, 295 p. La rénovation urbaine est l'un des grands problèmes de toute politique du logement. Elle met en cause l'urbanisation qui nous a été léguée par le passé, elle est souvent l'occasion de spéculations foncières éhontées, elle pose la nécessité de réadaptation sociale des individus qui sont « relogés ». A partir d'un exemple choisi dans le XIII^e arrondissement de Paris, H. Coing nous livre une étude premier plan qu'il n'est pas interdit de généraliser.

BROCHURES :

● *Vietnam* : « Documents sur la guerre chimique et bactériologique ». Rapport rédigé par plusieurs médecins suisses. B.P. 132, 1211 Genève 1.

● *Grenoble* : G.A.M. Informations, 115, corr. Jean-Jaurès, Grenoble. Périodique du groupe du maire de Grenoble dont ce numéro 3 est consacré à l'aménagement des

ZUP et à l'analyse des Communautés Urbaines.

● *Bourgogne* : « Combat socialiste en Bourgogne ». Edité par la Section P.S.U. de Dijon (Hôtel des Sociétés, 7, rue du Dr-Chaussier). Le numéro de mars-avril qui porte sur « l'avenir de la Bourgogne » est remarquablement documenté. □

Semaine TV

SOIREE « ZOOM » : André Harris et Alain de Sédouy nous ont habitués à une certaine qualité au cours de leurs émissions précédentes. « Zoom » est une sorte de « Cinq colonnes à la une » avec moins de moyens, mais plus de dynamisme et de décontraction. Au sommaire de ce soir, entre autres, une enquête sociale : « L'Eglise dans le monde ». Un portrait : celui de « Guy Mollet ». (16 mai, 2^e chaîne, à partir de 20 h.)

A VOIR OU REVOIR : à la rigueur « Tout for du monde », avant-dernier film de l'académicien-cinéaste René Clair. Une satire du monde des affaires et de la publicité. Avec Bourvil. (14 mai, 1^{re} chaîne, 20 h 45.)

Sans faute : « La baie des anges », second film de Jacques Demy (Les demoiselles de Rochefort) qui obtint à sa sortie un succès encore plus grand que celui de « Lola ». Une curiosité : Jeanne Moreau y est blonde. (15 mai, 2^e chaîne, 20 h 30.)

Enfin : « Les passagers de la nuit » (1948) un « policier noir » de Delmer Daves. Avec le merveilleux couple du « Grand sommeil », Humphrey Bogart-Lauren Bacall. (19 mai, 2^e chaîne, 20 h 30.) □



Lorin Maazel en action.

Musique

Un "technocrate de la baguette"

Bernard Sizaïre

Baguette au vent, Lorin Maazel fouaille l'Orchestre National. Battant l'air d'un geste sec et nerveux, il survolte un ensemble prestigieux qui sombra parfois dans la placidité.

L'escrimeur de la baguette sait aussi galvaniser les chœurs de l'O.R.T.F. et leur communiquer une vaillance inaccoutumée.

Mais Beethoven, comment se sort-il de ce beau spectacle ? L'extrême précision de Maazel et son goût des tempi rapides ne lui permettent pas de toujours exprimer le lyrisme du maître de Bonn, malgré la tendresse élégiaque qu'il a su conférer à l'Adagio de la *Neuvième Symphonie*. C'est, par contre, dans les scherzos que le chef est à son aise, sa vitalité naturelle s'y déploie, merveilleusement contrôlée. Le « super-technocrate » de la baguette, auquel on a parfois reproché quelque sécheresse d'âme, saisit alors et maîtrise le rythme interne d'une partition qui brille et miroite dans ses moindres détails. Ne manquez pas d'écouter ce concert discutabile et passionnant quand l'O.R.T.F. le retransmettra (1).

Un disque. — Si le tempérament de Maazel lui fait souvent précipiter

les choses, s'il n'a pas encore complètement perdu le goût des brillants effets et des prouesses techniques, il s'achemine à moins de quarante ans vers la sagesse suprême dont l'enregistrement du *Stabat Mater* de Pergolèse est un émouvant témoignage (2). Cette œuvre pré-mozartienne combine admirablement la science de ses illustres contemporains Bach et Hændel à l'effusion lyrique d'un Mozart. Musique tendre et savante que Maazel dirige avec modestie et sensibilité. □

(1) *Emission Prestige de la musique*. 8^e et 9^e de Beethoven.

(2) *Philips. Gravure universelle.*

En préparation

● La « Comédie des Alpes » que dirigent à Grenoble René Lesage et Bernard Floiret présentera en février 1968, à l'occasion des Jeux Olympiques une adaptation de l'œuvre de Michel Butor : « 6.810.000 litres d'eau par seconde ».

« En attendant Godot » fera l'objet d'une tournée aux U.S.A. tandis que seront créés « La lettre perdue » de Caraggiale et « L'é-tourdi » de Molière.

Exposition

Le chant profond de Soulages

Emmanuelle Stein

Ce serait peu dire qu'une rétrospective Soulages s'imposait. L'un des plus grands peintres français contemporains, exposé et célèbre dans le monde entier, se faisait rare à Paris. La dernière exposition de ses peintures au brou de noix à la Galerie de France datait de 1963 et nous avait laissé sur notre faim. Nous retrouvons leurs entrelacs rouillés dans la première salle du Musée d'Art moderne qui ouvre l'exposition. Il ne fallait pas un cadre moins imposant pour ce géant. Rétrospective, oui, mais très vite on oublie les dates, pour aller d'une toile à l'autre, revenir sur ses pas, s'arrêter encore, tant l'unité de l'œuvre s'impose puissamment à l'œil et à l'esprit. La peinture de Soulages est un champ clos, qui vous enserme, vous absorbe et ne vous lâche pas facilement.

Soulages voué au noir, certes, que ne l'a-t-on répété, tant a surpris ce retour révolutionnaire à une couleur qu'on avait rarement su faire chanter aussi magnifiquement depuis la grande période le l'école hollandaise. Bien. Mais quel noir ? Il en a cent. Mat, luisant, onctueux, lisse ou rugueux, froid ou chaleureux, il emprunte aussi bien à l'écorce de l'arbre qu'à la suie, au goudron, à la tourbe qu'à l'humus, au bois calciné des vieilles poutres. Selon le travail et l'épaisseur de la pâte étalée, le ravinement et les accidents de relief qui retiennent la lumière ; selon aussi les outils utilisés : couteau,

brosse, racloir, spatule de cuir. L'artisan et l'artiste sont indissolublement liés.

Ces toiles au format impressionnant comportent rarement plus de deux couleurs. Elles tirent leur puissance d'un dépouillement à la fois austère et chaleureux. De toile en toile se poursuit un chant unique inlassablement modulé, enrichi de stridences inattendues et comportant d'infinies ressources de résonances.

Il y a des toiles sereines : lacs immensément noirs et profonds ménageant d'infimes trouées de blanc rendu aveuglant par la violence du contraste. Affrontés au noir en une confrontation unique le vert absinthe, l'ocre, le brun chaud et le rouge braise s'accordent à lui en de superbes et ténébreuses alliances. Il y a des toiles tumultueuses où les formes s'affrontent et combattent, se heurtent, s'interpénètrent et se fracassent dans des collisions brutales, où les couleurs ont l'éclat fulgurant des éclairs et du métal en fusion. Mais le plus souvent l'élan reste en suspens, freiné par la volonté souveraine du créateur. C'est dans cette tension jugulée, maîtrisée, que l'œuvre de Soulages puise sa pulsion rythmique, son dynamisme profond.

Pour ceux qui aiment Soulages, mais aussi pour certains qui pensent encore que la peinture dite abstraite est une invention de fumiste, il faut aller voir cette rétrospective. □

Au sujet de "l'Agression"

De M. Robert Yvan, nous avons reçu la lettre suivante qui exprime son désaccord avec la critique de « L'Agression » parue ici même. Nous la publions bien volontiers.

« Je pense que nous devons, contrairement à ce que semble faire Glayman, soutenir cette pièce.

Partant de notre société telle qu'elle est, G. Michel ne pouvait pas trouver une autre solution que cette intégration de la jeunesse dans notre société. Bien sûr d'autres sociétés sont élaborables autour de notre civilisation (pour reprendre les termes de Glayman) ; bien sûr il pourrait exister une société où l'être humain s'épanouirait sans être agressé ni mangé, nous y croyons et sommes justement gens de gauche pour cela.

La fin de la pièce (scène de l'usine, scène finale du jardin public) nous fait penser à un monstre (notre société) dévorant de pauvres petits insectes (les jeunes de la « bande ») qui pourtant auraient voulu faire quelque chose mais ne sont capables que de se rebeller par des paraboles et des actes bénins. C'est vrai que la fin est d'une tristesse ! Voir ces jeunes se faire malgré tout « phagocyter » alors qu'ils ont dit tout le contraire tout le long de la

pièce, donne une impression d'inéluctable. Mais cette sale impression-là doit nous inciter justement à agir pour essayer que cela change. Il n'y a pas échec majeur de la pièce comme le dit Glayman, Georges Michel n'a pas, ici, à nous donner de solutions : il décrit, nous montre la malfaisance de notre civilisation de consommation, nous présente ses conséquences, à nous de réfléchir et de faire ce qu'il faut pour changer cela.

En sortant du T.N.P., nous avons l'impression que, tout gens de gauche que nous sommes, nous faisons bien un peu partie de cette société qui est représentée symboliquement par le « chœur » : ces personnages fades, gris, bourgeois, bien pensants étriqués, béni, oui, oui, sans relief aucun ! Et rien que cela devrait nous inciter à réviser parfois notre mode de vie et de pensée.

L'article de Glayman n'incite personne à aller au T.N.P. voir « L'Agression » alors que justement il faut y aller, et y retourner. » □



La guerre U.S.

Pour la victoire du peuple vietnamien

Pierre Naville

Les dernières semaines ont vu un redoublement de l'activité militaire américaine au Vietnam, et cette activité — tout comme la résistance toujours aussi résolue du F.N.L. et du gouvernement de Hanoï — ont fait reculer pour longtemps les perspectives de « négociations » et de « compromis » qui avaient vu le jour sous de multiples auspices tout au long de l'hiver. Des deux côtés, les opérations militaires ont pris une nouvelle tournure, et comme dans ce cas c'est le développement du conflit armé qui dicte ses conditions aux possibilités de la diplomatie, il n'est pas inutile d'essayer de faire le point de la situation à cet égard.

Il est bien évident que la conférence de Guam a prélué à toute une série d'opérations militaires américaines destinées dans l'esprit de Johnson et de ses conseillers militaires à sonder jusqu'où allait, dans la phase actuelle, la capacité de défense, de manœuvre et de contre-offensive du peuple vietnamien. Les discours que le général Westmoreland a prononcés la semaine dernière à Washington, ne laissaient aucun doute à cet égard. Comme Mac Arthur le disait en Corée, Westmoreland estime que le but de la guerre, ce n'est pas la négociation, c'est la victoire. Logiquement, il a raison. Mais cette logique signifie pratiquement qu'il faut d'abord répondre à une question essentielle : pour vaincre, il faut savoir *qui* est l'adversaire dont on veut anéantir la volonté de combat. Or, c'est à cette question que le gouvernement américain est incapable de répondre parce qu'il suppose que le peuple vietnamien, par l'intermédiaire de ses forces organisées, raisonne comme lui-même. De sorte que les perspectives américaines ne tiennent aucun compte de la situation réelle, sociale, économique, politique et même militaire dans laquelle se trouve le Vietnam.

L'objectif américain

Westmoreland et Johnson ne voient, en principe, qu'un objectif à leur action : défendre un gouvernement contre un autre, celui de Saïgon contre celui de Hanoï, ce qui pour eux

veut dire le « libéralisme » contre le « communisme ». Ils refusent d'admettre ce qui pourtant crève les yeux : que l'enjeu de la lutte est d'abord le pouvoir politique à Saïgon, autrement dit qu'il existe au Vietnam du Sud une guerre civile, que la très grande majorité de la population travailleuse s'est dressée contre le pouvoir de généraux qui seraient balayés depuis longtemps sans l'appui des forces américaines. En fait, les États-Unis soutiennent un pouvoir de faction contre le peuple, comme ils l'ont fait à Saint-Dominique où pourtant ils ne pouvaient pas dire que les révolutionnaires et progressistes étaient soutenus « de l'extérieur », et comme ils ne peuvent pas le dire en Grèce où leur O.T.A.N. a permis aux officiers grecs un coup d'État réactionnaire contre le peuple grec.

Tant que le gouvernement américain n'admettra pas, sous la pression des faits, que son action militaire est une répression contre un peuple dressé pour son indépendance et sa libération sociale, il s'obstinera à rendre impossible toute négociation qui serait fondée sur la reconnaissance historique d'un état de choses où son intervention ne peut apparaître que comme une agression.

Johnson se trompe

En outre, Johnson se trompe au sujet des *alliés* du peuple vietnamien. Quelle que soit la profondeur du différend qui divise actuellement la Chine et l'U.R.S.S., sur le plan de la stratégie politique mondiale contre l'impérialisme, il est évident que l'aggravation de l'offensive militaire américaine contraint les uns et les autres à étendre l'appui qu'ils apportent au Vietnam, et entraîne un mouvement de solidarité, en Amérique Latine, en Asie du Sud-Est et en Europe, qui mine les positions américaines dans ces régions. La tournée du vice-président Humphrey dans les capitales européennes a été assez significative à cet égard, et même les résultats de la conférence latino-américaine de Punta del Este. L'accroissement du volume des moyens de défense acheminés d'U.R.

S.S. et de Chine s'est accru ces derniers mois, c'est un fait. L'extension des destructions opérées par les forces américaines contre toute l'infrastructure industrielle du Nord-Vietnam, sans parler des habitations, écoles et hôpitaux, sans parler des ruines semées dans les campagnes rizicoles, et bien entendu sans parler des sacrifices immenses imposés à la population civile, ne font que rendre plus urgente pour l'U.R.S.S. comme pour la Chine, sans parler des autres pays, la nécessité de soutenir le peuple vietnamien, au Nord comme au Sud, ce qui veut dire à tout le moins d'empêcher Washington de se targuer d'une « victoire ». Les raids aériens incessants, les bombardements côtiers par la flotte, ne pourraient être capables de modifier de façon décisive le rapport des forces que si l'État vietnamien se trouvait pulvérisé, si toute aide extérieure lui était soustraite, si toute volonté de résistance et de lutte lui faisaient soudain défaut. Quant à l'extension des opérations au territoire chinois ou aux navires soviétiques, il semble qu'en dépit de quelques tentatives secondaires le commandement américain ne soit pas prêt à en affronter les conséquences.

L'extension des opérations

Sur ce point, le général Westmoreland a parlé de la riposte américaine comme si la Chine se préparait à attaquer le sol des États-Unis, hypothèse complètement irréaliste qui dissimule l'embarras créé par l'appui frontalier chinois au Vietnam qui, lui, est une réalité — comme l'a été en Corée la riposte chinoise sur le Yalu.

L'extension des opérations au Laos, au Cambodge et à la Thaïlande, qui ne se produit pour le moment que de façon sporadique, peut par contre faire partie des plans américains. Mais cette implication de l'ensemble de la péninsule indochinoise dans le conflit ouvert comporte des risques énormes pour la politique officielle de Johnson. Celle-ci, en effet, prétend permettre à des gouvernements « neutres » et « libéraux » de bâtir une société « démocratique » dans leurs propres frontières. Certains militaires américains estiment même que cette politique devrait être plus systématiquement appliquée au Vietnam du Sud, à l'abri de « barrages » solides. Mais une généralisation des combats à la péninsule indochinoise entraînerait une telle dispersion des forces qu'elle rendrait de toute façon illusoire cette politique. Les combats qui se déroulent aux abords du 17^e parallèle, et qui mettent aux prises des unités régulières fortement armées, montre qu'à l'intérieur du Vietnam lui-même la politique des « barrages » est inopérante. Ce que les Américains appellent une « infiltration » est en fait la manifestation de l'unité na-

tionale du pays, dont la division réelle existe entre les forces qui s'affrontent autour de Saïgon, et non sur la frontière.

Dans ces conditions, l'appui que peuvent recevoir du monde entier, et sous toutes les formes, les combattants vietnamiens du socialisme et de la liberté, est en train de devenir un élément capital de toutes les luttes contre l'impérialisme et pour le socialisme dans le monde entier. C'est peut-être ce qui inquiète le plus aujourd'hui les gouvernements réactionnaires, en France comme ailleurs.

Soutenir le peuple vietnamien

C'est la défense des Vietnamiens, comme celle de Castro à Cuba, qui font prendre de plus en plus largement conscience de la relation qui existe inévitablement entre cette guerre et l'action internationale pour le socialisme. Bien entendu, l'objectif est de rétablir la paix au Vietnam comme ailleurs. Mais le mot d'ordre de « la paix », détaché de son contexte social, de ses conséquences sociales et politiques inséparables, est aussi insuffisant aujourd'hui que le retour aux conditions de la « conférence de Genève », telles qu'elles ont été définies il y a plus de dix ans.

Toutes les manifestations qui se multiplient en France et dans le monde contre l'agression américaine au Vietnam se font de plus en plus, à juste titre, sous le mot d'ordre *d'appui* aux objectifs définis par les points mis en avant par le F.N.L. du Vietnam du Sud et par le gouvernement de Hanoï. Toute autre position aboutit à soutenir des tentatives de « compromis » où l'on demande à chacun des adversaires de « faire un pas » sans tenir compte de la signification de la lutte, non seulement pour le peuple vietnamien, mais pour les travailleurs de tous les pays. Cette position est encore soutenue, avec une certaine honte d'ailleurs, par des partis de la « gauche non communiste » qui n'ont pu se défaire de leur allégeance au pacte atlantique, et même à l'O.T.A.N., ce qui veut dire à la politique internationale des États-Unis. Elle les compromet gravement, sans compter que le gaullisme est plus habile, sans être d'ailleurs capable d'aucune autre intervention que d'interdire la tenue du « tribunal » de lord Russell sur le sol français, dans sa dénonciation de la politique américaine. Il revient donc à des organisations plus libres, au Comité Vietnam National en particulier, à la réunion des prochains États-Généraux pour la défense du Vietnam, de développer l'action de soutien indispensable. C'est une tâche à laquelle aucune organisation socialiste ne peut se soustraire, et que le Parti Socialiste Unifié, pour sa part, considère comme essentielle aujourd'hui, demain, et même après demain. □